



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE  
Département de l'instruction publique, de la culture et du sport  
**La Conseillère d'Etat**

**GESCANNT**

**20 Mai 2016**

DIP - SG  
Case postale 3925  
1211 Genève 3

Secrétariat d'Etat à la formation,  
à la recherche et à l'innovation (SEFRI)  
Division Hautes écoles  
Madame Isabella Brunelli  
Einsteinstrass 2  
3003 Berne

N/réf.: AET/CA/im

Genève, le 17 mai 2016

**Révision de l'Ordonnance / du Règlement sur l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires:**

**Procédure d'audition**

Chère Madame,

Le canton de Genève a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du courrier adressé par M. Ambühl, secrétaire général de la CDIP et M. Widmer, directeur suppléant du SEFRI, le 17 mars 2016.

Les modifications que la CDIP et le SEFRI proposent d'apporter à l'ordonnance et au règlement sur l'examen complémentaire permettront aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires. Ainsi, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les titulaires d'un certificat de maturité spécialisée, comme les titulaires de maturité professionnelle, seront admis à l'examen complémentaire (examen passerelle/ passerelle Dubs) dont la réussite permet l'accès aux hautes écoles universitaires.


Au vu de l'harmonisation du système suisse de formation et de l'ancrage des écoles de culture générale dans notre système éducatif depuis l'entrée en vigueur en 2003 du règlement sur la reconnaissance des certificats qu'elles délivrent, il paraît nécessaire de garantir des possibilités de réorientation aux jeunes qui en ont le projet, la volonté et les compétences.

L'engagement fort de la conférence des écoles de culture générale, tout comme celui de la conférence suisse des services de l'enseignement secondaire II formation générale, pour soutenir cette évolution structurelle, démontrent le besoin réel de perméabilité du système scolaire pour être en mesure de répondre aux besoins de formation des jeunes, tout en définissant clairement les règles qui sous-tendent les accès aux hautes écoles.

Même si, dans les faits, cette nouvelle possibilité offerte ne concernera que très peu de jeunes, le canton de Genève soutient le principe de la révision de l'ordonnance 414.110 / du règlement 4.2.1.3.

Nous souhaiterions toutefois proposer que l'article 6.2 du règlement, et par analogie l'art.6.2 de l'ordonnance, inclue la commission suisse de reconnaissance des certificats délivrés par les ECG dans l'élaboration des directives de l'examen passerelle, au même titre que la commission suisse de maturité (gymnasiale) et que la commission fédérale de la maturité professionnelle.

Vous souhaitant bonne réception de la position genevoise, je vous présente, Madame, mes salutations distinguées.



Anne Emery-Torracinta